

## **Mes chers Collègues, Médecins Hospitaliers du Centre Hospitalier de Clermont,**

Si je prends l'extrême liberté de vous adresser ce courrier sous forme de lettre ouverte, c'est pour vous faire part des réflexions d'un médecin pour qui le Centre Hospitalier de Clermont de l'Oise n'est pas une structure inconnue, et pour attirer votre attention sur les dangers historiques pour cet hôpital que comporterait la fermeture de l'activité d'obstétrique. Je ne pars pas de simples considérations rhétoriques, j'y ai exercé pendant vingt ans la fonction de Praticien Hospitalier temps plein, chef du Service de Médecine (et Moyen Séjour à l'époque), j'ai présidé la Commission Médicale de 1994 à 2000 et de plus, j'y ai exercé jusqu'en 2010 les fonctions de médecin du Département d'Information Médicale, au cœur de la problématique médico-économique de l'établissement. A ce titre, il sera difficile de me faire prendre des vessies pour des lanternes. Même si je ne suis pas gynécologue-obstétricien, j'ai travaillé de près avec le service de Maternité pour la prise en charge du diabète gestationnel et de femmes vivant avec le VIH ou les hépatites virales. Plus encore, deux de mes petits-enfants sont nés dans cette maternité en 2008 et 2012. J'y ai vu défiler des ministres en grand nombre (MM. KOUCHNER et BERTRAND, Mme ROSSIGNOL). J'ai entendu parler Mme BUZYN, j'ai entendu leurs paroles tantôt lénifiantes, tantôt menaçantes, les promesses tenues – ou pas tenues. En particulier, cette reconstruction que nous attendions tant et sur laquelle les équipes ont travaillé – pour rien - pendant des centaines d'heures, et qui ne s'est pas faite car les crédits fléchés « Hôpital 2007 » ont été siphonnés ailleurs, et pas uniquement dans des hôpitaux publics.

Le combat pour cette Maternité est une histoire ancienne à laquelle nous avons tous participé, que ce soit pour sécuriser le réseau de périnatalité et restaurer la confiance qui s'était diluée. Les résultats sont arrivés, les 500 naissances ont été dépassées dans le courant des années 2000. Plus personne ne nie la qualité des soins prodigués, la solidité du réseau, encore à l'heure actuelle. Les seuls arguments mis en avant par les autorités de tutelles sont de nature financière. En gros, il faudrait sacrifier la maternité pour faire vivre le reste.

Comment, mes chers collègues, accepter sans réagir ce discours archi-rebattu depuis des lustres ? Certes le nombre de naissances a baissé dans la dernière décennie mais depuis le temps que l'on annonce la fermeture de la maternité, les gens se découragent, tant le personnel que les usagers. On connaît bien cette tactique bien rôdée maintenant pour diaboliser puis fermer un service public : il suffit de l'appauvrir progressivement, le rendre moins accessible, les gens râlent, s'éloignent...et on ferme.

Quelques mots me viennent au sujet de la démographie locale et de la natalité qui stagnerait ou baisserait. C'est probablement vrai au plan national ou régional mais difficile à croire quand on parcourt nos villages du plateau Picard où des familles s'installent par dizaines dans des pavillons neufs ou rénovés. Certes, la population n'augmente plus mais ce ne sont pas les familles qui partent. Et puis au fond, la meilleure façon pour la Maternité de récupérer des parts de marché – quelle horreur, ce mot – est certainement d'arrêter d'annoncer sa fermeture comme c'est le cas depuis des années. Les parturientes reviendront naturellement.

Mes chers collègues, il nous est donc proposé donc une médecine du temps des Diafoirus, la saignée, l'amputation du bras gauche pour sauver le bras droit. Comment croire à cette fable de l'équilibre budgétaire qui serait rétabli par la fermeture de la Maternité, alors que les tarifications, donc vos ressources de pôles et de services, sont en baisse constante ? Peut-on accepter que l'équilibre

budgétaire soit devenu l'alpha et l'oméga de la santé publique, surtout quand les dés sont pipés ? Le Centre de Périnatalité est une coquille vide, les consultations pré et post natales existent déjà, et les femmes se feront suivre là où elles accoucheront. C'est aussi simple que cela. Et je passe sur la perspective d'une éventuelle fermeture du site d'accouchement de Creil, qui compliquera encore la vie des femmes et des familles de notre secteur, Senlis n'est pas aisément accessible en transports en commun, Beauvais et Compiègne, à peine mieux. Seuls des gens qui n'habitent pas le secteur vous diront le contraire.

Mes chers collègues, que les Tutelles et l'Administration poussent en avant leurs arguments budgétaires, je peux le comprendre à la rigueur sans le partager pour autant, ils sont dans leur rôle d'exécutants au sein de nos Administrations où les ordres viennent d'en haut. Mais en ce qui concerne les médecins dont la santé des patients est l'unique préoccupation, il n'est pas possible de laisser passer une fermeture qui, non seulement ne profitera pas à l'activité médicale, mais pire, en annoncera à plus ou moins long terme la réduction et nuira à l'accès aux soins. Une Maternité dans un hôpital public, c'est un maillon central pour l'anesthésie, le bloc opératoire, etc...A l'heure où les femmes revendiquent – avec raison – un environnement de la naissance plus doux et plus humain, en toute sécurité, les Maternités de niveau 1 sont certainement une meilleure réponse que les « usines à bébés »

J'ai clairement entendu Madame la Ministre dire : « l'Hôpital-entreprise » doit cesser. Qu'elle passe donc aux actes !

Comment accepter sans broncher que l'hôpital public doive passer sous les fourches caudines des prêts bancaires et laisser ainsi les banques gérer la santé publique ? Vraiment ce déficit mis en avant à toutes les sauces est une fausse dette au regard de l'activité médicale et de l'accès aux soins sur le territoire.

Mes chers collègues, votre silence est assourdissant...

Samedi 17 mars à 10 heures devant la Poste de Clermont, le Comité de Défense des Hôpitaux du Clermontois appelle la population du Clermontois et des environs à manifester son soutien à la Maternité. J'ai vu avec intérêt que le principal syndicat de l'Hôpital, en l'occurrence la CGT, appelait à y participer, preuve de la mobilisation et de la haute conscience professionnelle des agents du Centre Hospitalier.

J'espère, mes chers collègues, avoir le plaisir de vous y rencontrer...

**Docteur Jean-Jacques PIK**

**Le 08 mars 2018**